Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-447** **15/06/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 19

Objet : Appel à candidature : 19 postes au titre de la mobilité « deuxième cercle »

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chargé.e d'études économiques « céréales » France
Date limite de candidature : 30/06/2022

- 1 poste de chargé.e d'études
Date limite de candidature : 30/06/2022

- 2 postes de chargé.e de mission affaires juridiques.
Date limite de candidature : 07/07/2022

-1 poste de chargé.e de mission certification et contrôles externes
Date limite de candidature : 07/07/2022

-1 poste de chargé.e de mission
Date limite de candidature : 07/07/2022

-1 poste d'instructeur
Date limite de candidature : 07/07/2022

Office national des Forêts :

- 1 poste de directeur de l'agence territoriale de Compiègne
Date limite de candidature : 25/06/2022

Agence de Services et de Paiement

- 1 poste de chef de projet informatique
Date limite de candidature : 06/07/2022

- 1 poste de chef de projet
Date limite de candidature : 06/07/2022

- 1 poste d'administrateur.rice
Date limite de candidature : 06/07/2022

- 1 poste de chef de service adjoint
Date limite de candidature : 15/07/2022

- 1 poste de chef de service Emploi et Aides économiques
Date limite de candidature : 06/07/2022

- 1 poste de chef de service adjoint
Date limite de candidature : 15/07/2022

- 1 poste de gestionnaire
Date limite de candidature : 15/07/2022

- 1 poste de d'ingénieur de recette

Date limite de candidature : 15/07/2022

- 1 poste de d’ingénieur de recette
Date limite de candidature : 15/07/2022

- 1 poste de référent fonctionnel
Date limite de candidature : 15/07/2022

Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale :

- 1 poste de contrôleur de gestion confirmé
Date limite de candidature : 30/06/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études économiques « céréales » France

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Unité Grains et Sucre

N° appel à candidature : 20391	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration** **4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

La Direction Marchés, études et prospective (MEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.

Au sein du service Analyse économique des filières et OFPM (SAEF-OFPM), chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) – sur les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Elle suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières et assure, en vue de les valoriser, le pilotage et la gestion des dispositifs de collecte

de données, notamment les états déclaratifs grandes cultures, ainsi que des cotations. Elle pilote les enquêtes sur la qualité des céréales et le programme CéréObs d'observation de l'état des cultures.

Objectifs du poste

Développer l'expertise économique au niveau national de FranceAgriMer dans le domaine des grandes cultures et plus particulièrement de la filière céréalière. Analyser et chiffrer le marché français des céréales.

Missions et activités principales :

- Suivre le contexte économique (France) du secteur des grandes cultures et plus particulièrement de la filière céréalière dans le cadre de la mission d'information sur les productions et les marchés dévolue à l'Établissement ;
- Contribuer à la production et l'analyse de données et informations de conjoncture ou structurelles, élaborer et rédiger de notes de synthèse et des supports de présentation ;
- Contribuer à l'établissement de bilans prévisionnels d'offre et de demande des céréales et à la sécurisation de la méthodologie ;
- Animer le réseau des correspondants régionaux ;
- Participation aux tours d'établissement des cotations de produits des grandes cultures par l'unité, notamment des cotations réglementaires (règlement UE « Transparence des Marchés ») ;
- Contribuer aux travaux de l'OFPM en ce qui concerne les filières céréales ;
- Contribuer à l'élaboration du programme d'études ainsi qu'à l'organisation et au suivi de son exécution technique et budgétaire ;
- Répondre aux demandes d'études internes et venant des pouvoirs publics ou des tutelles ;
- Piloter et suivre des études (en interne et avec prestataire externe) pour le secteur des grains ;
- Contribuer à la valorisation des études et travaux de l'Unité en interne et en externe (formations, conférences, présentations, articles, publications, etc.).

Relations fonctionnelles du poste :

Services et unités MEP, OFPM, autres services FranceAgriMer au siège, SSP, correspondants FranceAgriMer en région, professionnels du secteur céréalier français, DGPE/BGC, Commission européenne, Mission Filières,

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de l'économie des filières agricoles, en particulier des céréales
- Connaissance de la structure et des acteurs des filières céréalières
- Connaissances agronomiques
- Une connaissance de l'anglais (lu, écrit) pour exploiter l'information disponible sur les marchés serait un atout

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de méthode
- Qualités relationnelles et rédactionnelles avérées
- Aptitude au travail en équipe
- Aptitude à l'animation de réseau
- Bonne maîtrise des outils bureautiques
- Outils bureautiques (Excel, Powerpoint, Access - notions pour l'utilisation de SAS, R)

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation de type Agroéconomiste et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste souhaité

Contraintes du poste :

Réunion mensuelle du Conseil spécialisé Grandes Cultures – Marchés Céréaliers et réunion mensuelle d'établissement des bilans – Réunions OFPM sur blé tendre et blé dur

Poste clé[1] :	Oui Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ■

Personnes à contacter

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – marc.zribi@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 14

Paul LE BIDEAU, responsable adjoint unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – paul.le-bideau@francegrimer.fr – Tél. : 01 73 30 23 81

Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF-OFPM – cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/06/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'étude

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels

N° appel à candidature : 20392	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant - Prise de fonction dès que possible	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

– mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
– gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Objectifs du poste

Dans le cadre de la nouvelle PAC qui entre en application en 2023, les modalités réglementaires et de gestion des programmes opérationnels actuels dans le secteur des fruits et légumes évoluent. De nouveaux secteurs, au-delà des seuls fruits et légumes, pourront en outre être concernés par des programmes opérationnels. Le.la chargé.e d'étude recensera les évolutions et les nouveautés de la PAC 2023-2027 pour les traduire en objectifs opérationnels et en assurer la déclinaison (nouvelles règles, définition des contrôlés clés, procédures à réviser ou à créer, outils informatiques à faire évoluer ou à mettre en place).

Missions et activités principales :

- Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires nationales ou communautaires avec le ministère de l'agriculture et les représentants des filières concernées
- Anticiper et préparer, en liaison avec la cheffe de l'unité, les nouvelles modalités de gestion des mesures et le paiement des aides fonds opérationnel
- Participer à l'élaboration des procédures de gestion correspondantes
- Participer aux travaux sur les futurs outils de gestion
- Venir en appui à l'unité sur des problématiques autres que celles de la nouvelle PAC
- Participer le cas échéant aux travaux d'instruction et de supervision des dossiers traités par l'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, organisations professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Bonne maitrise de l'écrit
- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- *Reporting*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

RAS

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels
☎ : 01 73 30 21 60 ✉ : isabelle.bretaudeau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/06/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Affaires juridiques

N° appel à candidature : 20393	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant **Prise de fonction souhaitée dès que possible**	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le poste proposé est rattaché à l'Unité des affaires juridiques au sein du service juridique et de coordination communautaire Cette unité est chargée d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Etablissement

Missions et activités principales :

- Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions, représentation de l'Etablissement aux audiences et auprès des autorités de justice et de police.
- Assistance juridique : actions de conseil juridique de la direction et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Etablissement, le Ministère chargé de l'agriculture ou les acteurs des filières agricoles, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières.

Relations fonctionnelles du poste :

- l'agence comptable
- les autres services de l'établissement (siège ou région)
- les professionnels, le Ministère chargé de l'agriculture
- les avocats de l'Etablissement
- les autorités de justice et de police

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

– Droit public ou communautaire (Diplôme de troisième cycle universitaire)
– Procédures contentieuses, notamment administratives - une 1ère expérience en la matière serait appréciée
– Connaître les autres branches du droit (commercial, civil, pénal)

Savoir-faire / Maîtrise

– Techniques d'expression écrites et orales
– Rigueur, méthode, organisation
– Esprit d'analyse et de synthèse,
– Capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité
– Respect des délais et échéances
– Capacité à rendre compte

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ⊗

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Charlotte HUBERT, cheffe de l'unité des affaires juridiques – Tél : 01.73.30.22.53
charlotte.hubert@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Affaires juridiques

N° appel à candidature : 20394	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant **Prise de fonction souhaitée dès que possible**	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le poste proposé est rattaché à l'Unité des affaires juridiques au sein du service juridique et de coordination communautaire Cette unité est chargée d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Etablissement

Missions et activités principales :

- Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions, représentation de l'Etablissement aux audiences et auprès des autorités de justice et de police.
- Assistance juridique : actions de conseil juridique de la direction et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Etablissement, le Ministère chargé de l'agriculture ou les acteurs des filières agricoles, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières.

Relations fonctionnelles du poste :

- l'agence comptable
- les autres services de l'établissement (siège ou région)
- les professionnels, le Ministère chargé de l'agriculture
- les avocats de l'Etablissement
- les autorités de justice et de police

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

– Droit public ou communautaire (Diplôme de troisième cycle universitaire)
– Procédures contentieuses, notamment administratives - une 1ère expérience en la matière serait appréciée
– Connaître les autres branches du droit (commercial, civil, pénal)

Savoir-faire / Maîtrise

– Techniques d'expression écrites et orales
– Rigueur, méthode, organisation
– Esprit d'analyse et de synthèse,
– Capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité
– Respect des délais et échéances
– Capacité à rendre compte

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ⊗

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Charlotte HUBERT, cheffe de l'unité des affaires juridiques – Tél : 01.73.30.22.53
charlotte.hubert@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission certification et contrôles externes

Secrétariat général/ Service Juridique et coordination communautaire/ Unité Coordination et Expertise Communautaire et Contrôles externes

N° appel à candidature : 20398	**Catégorie :** A
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données.
Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles Externes (U_CECE) est composée de 2 pôles :
- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Piloter les travaux annuels de coordination des travaux d'audit sur la certification des comptes de FranceAgriMer en sa qualité d'organisme payeurs (OP) du FEAGA
- Coordonner et suivre les audits européens et nationaux effectués dans le cadre du FEAGA

Missions et activités principales :

- Assurer la coordination des réponses aux tests et leur transmission à la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs (CCCOP)
- Piloter et superviser les tableaux de bord et statistiques en lien avec les travaux de certification des comptes établis par l'autre agent du pôle
- Préparer les missions des corps d'audit externes et assurer leur bon déroulement
- Organiser les réunions préparatoires, d'ouverture et de clôture des audits externes
- Rassembler la documentation pertinente en lien avec les autres services de FranceAgriMer
- Coordonner l'élaboration des réponses aux observations formulées dans le cadre des audits
- Participer aux réunions d'ouverture et de clôture des enquêtes ainsi qu'aux réunions organisées par la Commission européenne, l'Organe de conciliation ou la Cour des comptes européenne
- Renseigner les tableaux de suivi et de synthèse des enquêtes et assurer la mise à jour de l'intranet de l'unité
- Assurer la suppléance des deux agents du pôle en charge du suivi des Comités de gestion de la DG AGRI

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne…)

En externe : Commission européenne (DG AGRI), Cour des comptes de l'Union européenne, Cour des comptes française, Commission de certification des comptes des organismes payeurs (Ministère des Finances), MASA, Secrétariat général des Affaires européennes, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne transverse et sectorielle en matière de Fonds agricole
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires
- Notions en matière d'audit

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Capacité à rendre compte des difficultés
- Respect des délais et échéances
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels

Diplôme – Expérience professionnelle

Master Droit, économie gestion, administration publique, affaires internationales et européennes, audit

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste à privilèges[3] :	Oui Non ×

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire, 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr
Laura SAUVAIN HOVNANIAN, cheffe de l'unité Coordination et Expertise européennes 01.73.30.20.09
laura.sauvain-hovnanian@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission

Secrétariat général/ Service Juridique et coordination communautaire/ Unité Coordination et Expertise Communautaire et Contrôles externes

N° appel à candidature : 20399	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données.
Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles Externes (U_CECE) est composée de 2 pôles :
- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le poste de chargé.e de mission sera rattaché au pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes ». Ce pôle a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Prendre en charge et mener à bien les travaux de coordination relatifs à la notification à l'OLAF des irrégularités relevant du FEAGA et au suivi des suites relatives aux contrôles a posteriori du R (UE) n° 1306/2013
- Participer aux procédures de contrôles croisés du double financement entre le FEAGA/FEADER
- Etre le référent pour le service pour la préparation et le suivi des Comités de gestion de la DG AGRI auxquels participe la Mission Affaires Européennes et Internationales de FranceAgriMer (hors questions horizontales, stockage public privé, PHA1 et cultures arables)
- Assurer la relecture des décisions de gestion dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs d'aide relevant du FEAGA en collaboration avec l'unité des affaires juridiques

Missions et activités principales :

- Etablir les communications à l'OLAF relatives aux irrégularités relevant du FEAGA
- Etablir les mises à jour trimestrielles relatives aux suites données aux résultats des contrôles a posteriori du titre V, ch. III du R. (UE) n° 1306/2013 et les communiquer au Secrétariat de la CICC
- En collaboration avec la Direction Interventions de FranceAgriMer, piloter les contrôles croisés FEAGA/FEADER : participer aux réunions en lien avec le COMOP HSIGC et répondre aux sollicitations des régions ;
- Organiser et assurer la préparation et le suivi des travaux des Comités de gestion pour le service dans le domaine d'activité et diffuser l'information en interne
- Veiller à la conformité aux règlementations européennes des projets de décisions de gestion des dispositifs d'aide FEAGA
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité
- Participer aux réunions internes et externes dans le domaine d'activité

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne…)

En externe : Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC), Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA), Secrétariat général des Affaires européennes, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC, Autorités de gestion du FEADER.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne transverse et sectorielle en matière de Fonds agricole
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires
- Connaissances en matière de comptabilité publique

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Respect des délais et échéances
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels

Diplôme – Expérience professionnelle

Master Droit, économie gestion, administration publique, affaires internationales et européennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire, 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr
Laura SAUVAIN HOVNANIAN, cheffe de l'unité Coordination et Expertise européennes 01.73.30.20.09
laura.sauvain-hovnanian@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Office national des forêts
Direction territoriale Seine-Nord

Directeur de l'agence territoriale de Compiègne

N° du poste : 10075
Catégorie A : **cadre supérieur**
Cotation : A4 bis
Situation du poste : Vacant à partir de septembre 2022
Localisation du poste : **Compiègne**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Acteur majeur de la filière forêt-bois, l'Office national des forêts (ONF) rassemble près de 9 000 professionnels. En Métropole et en Outre-mer, il gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales En Seine-Nord, l'ONF couvre l'Ile-de-France, les Hauts-de-France et la Normandie et compte plus de 800 collaborateurs. Echelon de pilotage au niveau territorial, la Direction territoriale Seine-Nord contribue à l'élaboration et à la déclinaison des différentes stratégies pour faire de l'Office un acteur clé de l'environnement, de la transition écologique et du développement économique dans les régions couvertes. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les 6 agences territoriales de l'ONF en Seine-Nord, une agence Travaux, une agence Etudes et les services spécialisés de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'ONF et ses relations institutionnelles. _____ L'agence territoriale de Compiègne présente une forte dominante de forêts domaniales (feuillus) de production : 70 000 ha de forêts domaniales et 16 000 ha de forêts relevant du régime forestier, dont 7 000 appartenant à l'Institut de France. L'agence comprend 105 personnes et est organisée autour de 4 services fonctionnels (Forêt, Bois, Environnement et Accueil du Public, Secrétariat général) et 6 unités territoriales réparties sur 3 les départements de l'Oise, la Somme et l'Aisne. Le caractère multi fonctionnel des grandes forêts domaniales feuillues de plaine est à souligner. Elles présentent, en effet, de très forts enjeux de production (récolte annuelle d'environ 450 000 m3), des enjeux écologiques reconnus (50% en Natura 2000), et sont sous influence péri urbaine pour 35% des surfaces. Au regard des dépérissements d'ores et déjà constatés (hêtre, chêne, frêne, et épicéa), les enjeux de renouvellement sont très importants. Des plans de crise structurés en lien avec les partenaires sont mis en place pour caractériser / suivre les phénomènes et imaginer / tester de nouveaux itinéraires. Le plan de relance est massivement déployé pour reconstituer les peuplements. La trajectoire de contractualisation des bois vers les transformateurs passera de 30% en 2021 à 60% en 2025. Le chiffre d'affaires est d'environ 26M€/an (dont 21 de bois) pour un excédent brut d'exploitation de presque 13M€ (données 2021). Des démarches de développement territorial sont initiées avec les élus et acteurs locaux pour co construire des stratégies forestières partagées. 2 PNR et 1 forêt d'exception sont présents sur le périmètre de l'agence.
OBJECTIFS DU POSTE	- Développer la production de biens et services dans les différents domaines d'activité afin d'atteindre les objectifs notamment en matière d'aménagements forestiers, de récolte et commercialisation des bois, d'activités conventionnelles. - Organiser et suivre l'activité au sein de l'agence, en particulier négocier les contrats d'action avec les unités territoriales et les services de production « agence ».
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	- Assurer la déclinaison opérationnelle de la stratégie nationale et territoriale. - Piloter et mettre en œuvre la stratégie. - Piloter et contrôler la gestion durable et la production de forêts publiques de l'agence dans le cadre du contrat annuel négocié avec le Directeur territorial. - Assurer le management et l'animation de l'ensemble des équipes de production et de soutien. - Animer la production en lien avec les chefs de service et responsables d'unités territoriales dans les différents domaines d'activité notamment en matière d'aménagement forestier, de récolte et commercialisation des bois, de financements additionnels pour les services rendus par la forêt

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">(subventions, mécénats, label bas carbone, etc…).</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">- Assurer les relations institutionnelles avec les préfets, services de l'Etat, collectivités locales, PNR, partenaires publics et privés.
- Initier / développer les partenariats et démarches de développement local sur le territoire, poursuivre le renforcement du dialogue forêt-société.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>Expérience de manager confirmé indispensable

Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers

Bonnes connaissances du milieu institutionnel</td><td>Qualités relationnelles et disponibilité indispensables.

Fortes capacités de dialogue et de négociation.

Bonnes capacités d'analyse et de synthèse</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">M. Eric GOULOUZELLE Directeur territorial - mail : eric.goulouzelle@onf.fr
Mme Valérie ERHARD Cheffe du service RH - mail : valerie.erhard@onf.fr
Mme Samira SABBANE Responsable Recrutement - mail : samira.sabbane@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Agence de Services et de Paiement
2, rue du Maupas 87000 Limoges

Direction du Numérique et des Systèmes d'Information

Sous-direction des Chapitres

Service Cybersécurité, Conformité et Réseaux

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE (H/F)

N° du poste : L09246 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Cotation RIFSEEP : 2**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Riche de plus de 2000 collaborateurs répartis entre un siège à Limoges et un réseau de 17 directions régionales implantées en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-Mer, l'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel en relation directe avec 13 ministères. Premier organisme de paiement européen, l'ASP a versé de plus de 40 milliards d'euros d'aides publiques en 2020 dans des domaines variés : agriculture, développement rural, emploi, culture, environnement… Opérateur de référence de la sphère publique, l'Agence doit sans cesse innover pour être toujours plus performante dans le service apporté à l'ensemble de ses bénéficiaires. Les actions de l'Agence s'inscrivent également à l'intention des citoyens au travers du dispositif chèque énergie qui concerne 5 millions de bénéficiaires ou encore des aides à la formation professionnelle tout au long de la vie. Les actions de l'Agence s'inscrivent également à l'intention des citoyens au travers du dispositif chèque énergie qui concerne 5 millions de bénéficiaires ou encore des aides à la formation professionnelle tout au long de la vie. Enfin, les politiques d'accompagnement de l'agriculture française (aide à l'installation, aide à la Bio, …) ou de transition écologique (aide pour les voitures électriques, vélo électrique, …) font aussi partie de nos domaines d'intervention. Situés à Limoges, les 150 collaborateurs de la Direction du Numérique et des Systèmes d'Information ont en charge la construction, l'administration, l'exploitation et le maintien en condition opérationnelle du Système d'Information de l'ASP. Le data center à haute disponibilité, héberge : 200 applications spécifiques, 950 bases de données et 1200 serveurs. Ils permettent à l'agence d'assurer ses missions dans les conditions de conformité, de fiabilité, de disponibilité et de sécurité attendues par des normes ISO 27 001. Cette direction mobilise pour cela un budget annuel de plusieurs dizaines de millions d'euros et accompagne la transformation digitale de l'agence (dématérialisation, agilité, DevOps, API, mobilité, data science). La Direction s'inscrit également pleinement dans les orientations de l'Agence plaçant l'usager au cœur de son action tout en optimisant l'activité de production. La sous-direction des Chapitres de la DNSI regroupe les services ou centres de compétences liées à la structure et infrastructure des applications. Cette sous-direction a la responsabilité de l'architecture du SI et des applicatifs, de la gouvernance des data, de la définition des infrastructures techniques, des hébergements dans le Cloud, de la cybersécurité et notamment de la démarche « Sécurity by design », de la conformité (RGS, ISO27001, RGPD, RGAA, SP+), des réseaux, des espaces et outils collaboratifs, de la gestion du poste de travail et de l'assistance utilisateur. Ces missions sont réparties au sein de quatre services à dimension humaine, ou la polyvalence est possible. En rejoignant l'ASP, vous :

	- Participerez à la transformation de l'action publique, en déployant des méthodes de travail innovantes et collaboratives, - Vous ouvrirez à une communauté de travail riche d'une grande diversité de profils et plus de 60 métiers différents, - Évoluerez au sein d'un établissement de plus de 2000 agents, dont les deux tiers suivent au moins une formation chaque année, avec des opportunités de mobilité y compris dans les DOM, - Profiterez d'une qualité de vie au travail (journée d'accueil des nouveaux arrivants, politique handi-accueillante, télétravail, etc).
Objectifs du poste	Le Chef de projet au sein du pôle "Réseaux et téléphonie" du service Cybersécurité, Conformité et Réseaux assurera le pilotage des prestataires de télécommunications WAN et voix. Il sera le garant de la réussite des projets télécoms, coordonnera les opérations, priorisera les activités des intervenants internes et externes du périmètre projet, assurera un reporting auprès de sa hiérarchie. Il aura également pour mission de suivre les marchés sous sa responsabilité : rédaction des procédures contractuelles, suivi des budgets, réalisation des commandes, sourcing des fournisseurs.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Les principales missions du poste : - Construire la stratégie Réseaux de l'Agence. - Conduire les projets sous sa responsabilité directe. - Superviser l'ensemble des projets du pôle "Réseaux et Téléphonie" de manière à pouvoir en rendre compte à sa hiérarchie. - Effectuer le suivi des échéances des marchés et contrats. - Assurer la rédaction des procédures contractuelles et des marchés nécessaires au fonctionnement du pôle ""Réseaux et téléphonie"". - Participer à la définition du budget. - Participer à la planification du travail en fonction des priorités, des échéances. - Effectuer un reporting sur son activité et élaborer des tableaux de bord. - Mettre à jour les documentations et les référentiels/Inventaires. - Réaliser les revues nécessaires. - Assurer le suivi des indicateurs de la PSSI du pôle ""Réseaux et Téléphonie"" et en assurer le reporting. - Assurer les relations avec les fournisseurs. - Assurer une veille technologique. Durée minimale souhaitée sur ce poste : 3 ans.
Champ relationnel du poste	Le ou la titulaire du poste devra travailler en étroite collaboration avec : • Les différentes unités de travail, • Les directions régionales de l'agence, • Le siège avec les directions métiers/support, • Les partenaires externes intervenant sur les différents projets de la direction.

Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	• Maitrise des outils bureautiques • Maitrise de la conduite de projet • Maîtrise des normes ITIL • Aptitude à utiliser des systèmes de gestion • Aptitude à définir des processus de gestion • Connaissance des architectures de télécommunications.	• Aptitudes rédactionnelles • Capacité d'analyse et de synthèse • Rigueur, autonomie, méthode et sens de l'organisation • Réactivité • Bonne capacité relationnelle et aptitude au travail en équipe • Esprit d'initiative et sens des responsabilités

	• Connaissance de la norme ISO 27001 • Anglais technique	• Animer des ateliers opérationnels • Rendre compte • Rédiger des cahiers de charges et dépouiller les offres • Connaissance du code des marchés publics • Connaissance des techniques budgétaires • Gérer des priorités, des activités multiples et faire face à une forte exigence de réactivité • Conduire des projets en autonomie • Planifier des activités, affecter des ressources • Gérer un portefeuille de projets • Elaborer des solutions technico-fonctionnelles à partir de besoins ou de cahiers de charge utilisateurs
Personnes à contacter	Mme Sandrine NARAIN – Chargée d'action RH – DNSI /SAFRH Tél : 05 55 12 02 59 – sandrine.NARAIN@asp-public.fr Mme Patricia BELHADJ – conseillère en recrutement, mobilité et formation – DRH/SEEC Tél : 05 55 12 00 36 – mobilite@asp-public.fr	

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Agence de Services et de Paiement
2, rue du Maupas 87000 Limoges

Direction du Numérique et des Systèmes d'Information

Service de la Gouvernance & de l'Informatique Régionale

CHEF DE PROJET (H/F)

N° du poste : L09401 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Cotation RIFSEEP : 2**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Riche de plus de 2000 collaborateurs répartis entre un siège à Limoges et un réseau de 17 directions régionales implantées en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-Mer, l'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel en relation directe avec 13 ministères. Premier organisme de paiement européen, l'ASP a versé de plus de 40 milliards d'euros d'aides publiques en 2020 dans des domaines variés : agriculture, développement rural, emploi, culture, environnement… Opérateur de référence de la sphère publique, l'Agence doit sans cesse innover pour être toujours plus performante dans le service apporté à l'ensemble de ses bénéficiaires. Fortement mobilisée dans le contexte de crise actuel, l'agence a un rôle d'appui auprès des entreprises en versant par exemple tous les mois le chômage partiel, les aides à l'embauche des jeunes, les aides à l'apprentissage… L'ASP intervient aussi sur les dispositifs d'investissement des entreprises (investissement industrie du futur, décarbonation des outils industriels, numérisation des petits commerces…). Les actions de l'Agence s'inscrivent également à l'intention des citoyens au travers du dispositif chèque énergie qui concerne 5 millions de bénéficiaires ou encore des aides à la formation professionnelle tout au long de la vie. Enfin, les politiques d'accompagnement de l'agriculture française (aide à l'installation, aide à la Bio, …) ou de transition écologique (aide pour les voitures électriques, vélo électrique, …) font aussi partie de nos domaines d'intervention. Situés à Limoges, les 150 collaborateurs de la Direction du Numérique et des Systèmes d'Information ont en charge la construction, l'administration, l'exploitation et le maintien en condition opérationnelle du Système d'Information de l'ASP. Le data center à haute disponibilité, héberge : 200 applications spécifiques, 950 bases de données et 1200 serveurs. Ils permettent à l'agence d'assurer ses missions dans les conditions de conformité, de fiabilité, de disponibilité et de sécurité attendues par des normes ISO 27 001. Cette direction mobilise pour cela un budget annuel de plusieurs dizaines de millions d'euros et accompagne la transformation digitale de l'agence (dématérialisation, agilité, DevOps, API, mobilité, data science). La Direction s'inscrit également pleinement dans les orientations de l'Agence plaçant l'usager au cœur de son action tout en optimisant l'activité de production. En rejoignant l'ASP, vous : - Participerez à la transformation de l'action publique, en déployant des méthodes de travail innovantes et collaboratives, - Vous ouvrirez à une communauté de travail riche d'une grande diversité de profils et plus de 60 métiers différents, - Evoluerez au sein d'un établissement de plus de 2000 agents, dont les deux tiers suivent au moins une formation chaque année, avec des opportunités de mobilité y compris dans les DOM, - Profiterez d'une qualité de vie au travail (journée d'accueil des nouveaux arrivants, politique handi-accueillante, télétravail, etc).

Agence de Services et de Paiement

Objectifs du poste	Dans le cadre de la réorganisation de la filière numérique, la Direction du Numérique et des Systèmes d'Information (DNSI), en place depuis le 1er octobre 2021, recrute un chef de projet de la gouvernance, au sein du service « Gouvernance & Informatique Régionale ». Ce service prépare et anime les processus d'engagement des projets informatiques, il suit l'exécution budgétaire des feuilles de route projet et procède aux arbitrages budgétaires le cas échéant. Il a également la charge de la préparation et de l'animation des Comités de Gouvernance Numérique et de l'animation du réseau de l'Informatique Régionale. Le chef de projet a pour mission principale de préparer, d'instruire et de piloter les dossiers et les projets relatifs à la gouvernance informatique de l'établissement.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Réaliser les études d'opportunité et de cadrage (études de cadrages, MAREVA, intégration de la sécurité dans les projets, réunions d'engagements, etc.) - Participer aux études d'urbanisation du système d'information en lien avec les autres services de la DNSI (Bureau des Architectes, Data, etc.) - Assurer le suivi du schéma directeur du système d'information - Contribuer à l'élaboration du budget informatique de l'établissement au travers des feuilles de route projet - Suivre l'exécution du budget informatique de l'établissement - Contribuer à la préparation des Comités de Gouvernance Numérique - Être force de proposition dans l'étude de nouveaux thèmes liés à la gouvernance des systèmes d'information (organisation de la fonction SI, structuration et dynamisation de la relation lignes de produits - chapitres, analyse de la maturité du SI autour des référentiels ITIL, CMMI ou COBIT, stratégie de sourcing etc.) - Respecter la PSSI dans le cadre de son activité quotidienne Durée minimale souhaitée sur ce poste : 3 ans.
Champ relationnel du poste	Le ou la titulaire du poste devra travailler en étroite collaboration avec : - DNSI tous acteurs confondus (Lignes de Produits, Chapitres, Laboratoire Numérique, autres) - Direction Générale (PDG, DGD, SG, IG, DPO, RSSI, autres) - Directions métier (Lignes de Produits, MOA stratégiques, Direction des Opérations, autres) - Directions Régionales (CIDR, autres) - DFJL (Service Budget, Service Marchés, autres)
Compétences liées au poste	**Savoirs :** - Expérience confirmée en conduite de projet informatique - Bonnes connaissances financières et budgétaires - Expérience confirmée en architecture de systèmes d'information - Bonne connaissance des infrastructures et de l'environnement des applications informatiques - Maitrise des outils bureautiques (tableurs en particulier) - Connaissance de la PSSI dans le cadre de son domaine d'activité. - Connaissance des normes de gestion documentaire en vigueur dans l'Etablissement - Capacité à mettre en forme des dossiers de préparation à la décision **Savoir-faire :** - Travailler en équipe, animer des réunions - Gérer des priorités, des activités multiples et faire face à une forte exigence de réactivité - Conduire des projets en autonomie - Planifier des activités - Suivre l'avancement des différents travaux - Gérer des portefeuilles de demandes de projets - Capacités de rigueur et de respect des normes et procédures - Capacité à respecter des délais - Excellentes capacités de communication - Esprit de synthèse et d'initiative - Discrétion
Personnes à contacter	M[me] Sandrine NARAIN – Chargée d'action RH – DNSI/SAFRH Tél : 05 55 12 02 59 – sandrine.narain@asp-public.fr M[me] Patricia BELHADJ – Conseillère mobilité carrière – DRH/SEEC Tél : 05 55 12 00 36 – mobilite@asp-public.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Agence de Services et de Paiement
12, rue Rol-Tanguy TSA 10001-93355 Montreuil-sous-Bois

Direction du Numérique et des Systèmes d'Information -

Service Informatique Collaborative et relation DR

ADMINISTRATEUR (TRICE)

à Montreuil-sous-Bois

N° du poste : M09006 **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel **postes catégorie A : sans objet**	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Riche de plus de 2000 collaborateurs répartis entre un siège à Limoges et un réseau de 17 directions régionales implantées en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-Mer, l'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel en relation directe avec 13 ministères. Premier organisme de paiement européen, l'ASP a versé de plus de 40 milliards d'euros d'aides publiques en 2020 dans des domaines variés : agriculture, développement rural, emploi, culture, environnement… Opérateur de référence de la sphère publique, l'Agence doit sans cesse innover pour être toujours plus performante dans le service apporté à l'ensemble de ses bénéficiaires. Fortement mobilisée dans le contexte de crise actuel, l'agence a un rôle d'appui auprès des entreprises en versant par exemple tous les mois le chômage partiel, les aides à l'embauche des jeunes, les aides à l'apprentissage… L'ASP intervient aussi sur les dispositifs d'investissement des entreprises (investissement industrie du futur, décarbonation des outils industriels, numérisation des petits commerces…). Les actions de l'Agence s'inscrivent également à l'intention des citoyens au travers du dispositif chèque énergie qui concerne 5 millions de bénéficiaires ou encore des aides à la formation professionnelle tout au long de la vie. Enfin, les politiques d'accompagnement de l'agriculture française (aide à l'installation, aide à la Bio, …) ou de transition écologique (aide pour les voitures électriques, vélo électrique, …) font aussi partie de nos domaines d'intervention. Situés à Limoges, les 150 collaborateurs de la Direction du Numérique et des Systèmes d'Information ont en charge la construction, l'administration, l'exploitation et le maintien en condition opérationnelle du Système d'Information de l'ASP. Le data center à haute disponibilité, héberge : 200 applications spécifiques, 950 bases de données et 1200 serveurs. Ils permettent à l'agence d'assurer ses missions dans les conditions de conformité, de fiabilité, de disponibilité et de sécurité attendues par des normes ISO 27 001. Cette direction mobilise pour cela un budget annuel de plusieurs dizaines de millions d'euros et accompagne la transformation digitale de l'agence (dématérialisation, agilité, DevOps, API, mobilité, data science). La Direction s'inscrit également pleinement dans les orientations de l'Agence plaçant l'usager au cœur de son action tout en optimisant l'activité de production.

	En rejoignant l'ASP, vous : - Participerez à la transformation de l'action publique, en déployant des méthodes de travail innovantes et collaboratives, - Vous ouvrirez à une communauté de travail riche d'une grande diversité de profils et plus de 60 métiers différents, - Évoluerez au sein d'un établissement de plus de 2000 agents, dont les deux tiers suivent au moins une formation chaque année, avec des opportunités de mobilité y compris dans les DOM, - Profiterez d'une qualité de vie au travail (journée d'accueil des nouveaux arrivants, politique handi-accueillante, télétravail, etc). Le poste est à pouvoir à Montreuil-sous-Bois au sein du service informatique collaborative et relation DR rattaché à la sous-direction des Chapitres de la DNSI. Le SIC-R définit les composantes du poste de travail, les acquiert et les met en œuvre, tout en assurant leur maintenance. Il assure l'assistance du poste de travail et de son environnement aux utilisateurs du siège de Montreuil-sous-Bois (matériel, logiciel, téléphonie, visio-conférence). Il est un soutien aux CIDR qui lui demande assistance.
Objectifs du poste	L'agent administre et exploite les postes de travail ainsi que les espaces d'hébergement bureautique, notamment la gestion des droits d'accès. Il pilote l'équipe d'assistance utilisateurs bureautique des agents du siège à Montreuil-sous-Bois. Il intervient en tant qu'expert.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Organiser avec son Chef de service et suivre l'activité de 3 personnes. • Assurer le fonctionnement optimal des outils et des matériels utilisés par les agents du siège de Montreuil. • Mettre en œuvre et configurer sur les postes de travail, les outils garantissant la cohérence, la sécurité et l'actualisdation du système • Suivre et analyser les performances des matériels et logiciels de son périmètre • Mettre en place les mesures locales, nécessaires pour améliorer la qualité et la productivité • Mettre à jour les documentations, notamment celles du périmètre ISO27001 • Gérer les droits s'accès aux ressources techniques de son périmètre. • Assurer l'assistance utilisateurs de 1er et 2ème niveau. • Traiter les tickets d'incidents et demandes bureautiques sous IWS de Isilog. • Appliquer les normes de sécurité du poste de travail. • Traiter les incidents de sécurité concernant les alertes virus. • Assurer l'interface avec les administrateurs réseaux de l'ASP concernant les problèmes réseaux du site. • Préparer les postes de travail des utilisateurs (masterisation – personnalisation). • Mettre en œuvre et appliquer la PSSI de l'Etablissement dans son périmètre de compétences et de manière transverse. Des formations pourront être dispensées dans le cadre de ces fonctions. Le poste peut être soumis à des astreintes les soirs et le week-end. Durée minimale souhaitée sur ce poste : 3 ans.
Champ relationnel du poste	Le ou la titulaire du poste devra travailler en étroite collaboration avec : • Les différentes unités de travail, • Les directions régionales de l'agence, • Le siège avec les directions métiers/support, • Les partenaires externes intervenant sur les différents projets de la direction.

Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	• Maîtrise des systèmes d'exploitation Windows, et des outils bureautiques • Connaissance souhaité de l'outil de suivi de l'inventaire (IWS de Isilog) • Connaissances réseau et système	• Bonnes qualités relationnelles • Autonomie • Rigueur dans l'exécution des tâches • Adaptabilité pour prendre en compte des nouvelles technologies • Travail en équipe • Capacité d'analyse • Capacité à diagnostiquer • Sens de l'anticipation
Personnes à contacter	Mme Sandrine NARAIN – Chargée d'action RH – DNSI /SAFRH Tél : 05 55 12 02 59 – sandrine.narain@asp-public.fr Mme Patricia BELHADJ – conseillère en recrutement, mobilité et formation– DRH/SEEC Tél : 05 55 12 00 36 – mobilite@asp-public.fr	

Ministère de l'Agriculture et de Souveraineté Alimentaire

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Occitanie

Poste basé sur le Site de Nîmes
Parc Georges Besse, immeuble Arche Botti
115, allée Norbert Wiener - CS 70001 - 30039 Nîmes cedex 1

Chef de service adjoint– aides Emploi, Ecologie et Politiques d'Insertion (H/F)

N° du poste : R30001 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : 3**
Poste susceptible d'être vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 12 Directions régionales ou inter-régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale d'Occitanie est composée de 5 services et une mission regroupant 160 agents répartis sur trois sites basés à Montpellier, Nîmes et Balma. **Le Service Emploi, Ecologie et Politiques d'Insertion (SEEPI)** a pour missions de gérer et payer des aides multiples telles que : - les aides aux employeurs pour l'amélioration du marché de l'emploi et la création d'entreprises (CUI/PEC, AEJ/AMEETH, etc…) ; - les aides aux jeunes de moins de 26 ans (PACEA, PIAL, Garantie jeune, CEJ/Contrat d'engagement jeune) - le Bonus Écologique et la prime à la conversion des véhicules (PAC) - l'aide aux transporteurs publics Il comporte une trentaine d'agents répartis pour moitié sur Nîmes et sur Balma, avec un renfort en contractuels CDD en fonction des besoins et dotations dont une équipe pouvant être basée sur le site de Montpellier. **Le poste est basé sur le site de Nîmes.**
Objectifs du poste	Sous la responsabilité de la cheffe de service, le ou la titulaire du poste est chargé(e) d'encadrer, animer et coordonner les activités du service, avec un pilotage plus particulier en présentiel de l'équipe de Nîmes et à distance de l'équipe de Balma ainsi que de l'équipe en renfort sur Montpellier. Il ou elle assure sur ce site la représentation permanente de la direction régionale et du service auprès des partenaires ou instances situés dans la région Occitanie.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	En coordination étroite avec la cheffe de service : - co-piloter et co-animer les équipes du service ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- s’assurer du bon équilibre activité / effectif et élaborer un prévisionnel en vue de maintenir cet équilibre ;
- participer à l’élaboration et à la conduite des projets du service ;
- accompagner le changement, notamment les évolutions impactant les activités et l’organisation des équipes inter-sites, et veiller à la cohésion du service et des équipes ;
- fixer les objectifs, définir et impulser les méthodes de travail, suivre et superviser les réalisations ;
- réaliser les entretiens professionnels des agents du service, selon l’organisation retenue au sein de la direction régionale
- participer au recrutement et à la formation des agents et des nouveaux arrivants tels que les contractuels en renfort ;
- contribuer aux analyses et expertises du domaine, suivre les tableaux de bord, produire des bilans et des notes de synthèse ;
- participer à des groupes de travail nationaux ou locaux, animer des réunions ;
- assurer le relationnel du service avec les partenaires internes et externes.</td></tr>
<tr><td>Sujétions particulières</td><td colspan="2">Déplacements fréquents sur le site distant à Montpellier et occasionnels sur le site de Balma ainsi qu’au siège à Limoges.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : Agents du service, les autres services de la direction régionale, directions du siège de l’ASP et autres directions régionales
En externe : services de l’Etat (DREETS, DDEETS), Conseil régional, Conseils départementaux, partenaires (Pôle Emploi, Missions locales, ARML...), employeurs de contrats aidés, concessionnaires, bénéficiaires…</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l’environnement institutionnel et de ses enjeux ;
Connaissance des fondamentaux et des règlementations relatives aux fonctions exercées ;
- Connaissance des principes et processus d’instruction, de paiement et de contrôle de dossiers d’aides ;
- Bonne maîtrise des outils informatiques de gestion et planification ;
- Maîtrise des techniques de management ;</td><td>- Assurer la gestion et l’expertise technique et administrative
- Organiser, piloter et superviser le travail d’une équipe
- Animer une équipe et gérer des processus RH
- Animer des réunions
- Analyser, synthétiser, rendre compte de façon formalisée
- Gérer une relation externe
Mobiliser et valoriser les compétences
- Fédérer, faire preuve de leadership
- Réactivité, rigueur, organisation</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
Hervé Dannoux – Directeur régional adjoint - Tél. : 05 62 25 48 15
Portable : 06 07 89 60 93 - Courriel : herve.dannoux@asp-public.fr

Sylvie Sarthou – Cheffe du Service - Tél. : 05 62 25 35 04
Portable : 06 76 73 34 75 - Courriel : sylvie.sarthou.@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
Sandrine DUPUY, DRH/SEEC - Conseillère recrutement mobilité formation
- Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr

Candidature à adresser par courriel à l’adresse suivante : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

ASP – Direction Inter-Régionale Océan Indien
Site de La Réunion
2 rue Lory les bas – CS 21003 – 97497 Ste Clotilde CEDEX

Chef du Service Emploi et Aides économiques (H/F)

N° du poste : R93048 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	La Direction Inter-régionale ASP Océan Indien (DR ASP OI) est composée de 61 agents répartis sur deux sites : un site à La Réunion et un site à Mayotte. La DIR ASP OI intervient sur de nombreux dispositifs de gestion d'aides nationales mais également des dispositifs d'aides locales pour lesquels un conventionnement ou une contractualisation est mise en œuvre avec les donneurs d'ordres. Le périmètre d'intervention de la DIR ASP OI concerne entre autres les domaines de l'agriculture et de la pêche, le développement rural, les aides à l'emploi et les aides économiques, la formation professionnelle. Les missions principales concernent le paiement et le contrôles des aides dans le respect des procédures établies au sein de l'établissement. Le Service de l'emploi et des aides économiques est sous l'autorité d'un chef de service, basé à La Réunion. Il compte un peu moins d'une vingtaine d'agents titulaires et contractuels qui assurent des missions d'instruction et de paiements sur une quinzaine de dispositifs aidés du périmètre de l'emploi, et d'aides économiques relevant de donneurs d'ordres nationaux et locaux (ADEN, aide aux transporteurs,…)..
Objectifs du poste	Sous la responsabilité hiérarchique du directeur interrégional ou de son adjoint en son absence, le chef du Service emploi et aides économiques conduit, organise, planifie et rend compte de l'activité du Service. Le titulaire du poste assure le pilotage du service et le management de l'équipe basée sur les deux sites de La Réunion et de Mayotte. Il représente l'ASP sur son domaine d'intervention auprès des directions du siège et des organismes externes. Il est membre du Comité de Direction et participe aux groupes de travail et aux réunions régionales et nationales.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Participer à la définition des orientations stratégiques de la direction et à la mise en œuvre des décisions et orientations émanant du comité de direction. - Animer et diriger les équipes du service : définition d'objectifs et des priorités, planning, Animer et veiller à la cohésion d'équipe de l'ensemble des agents du service, en liaison étroite et permanente avec le chef de service adjoint et les responsables de secteur. - Assurer la communication et le partage d'informations au sein du service (via MyAsp). - Accompagner le changement technique et organisationnel, notamment dans le cadre de la dématérialisation des processus et du renforcement de l'assistance aux usagers (service public+). - Réaliser l'évaluation annuelle des agents du service et accompagner leur parcours. - Elaborer, suivre et partager les tableaux de bord de l'activité et résultats du service. - Veiller à la bonne adéquation entre le niveau d'activité et le dimensionnement des équipes - Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants - Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes et la représentation de l'établissement et de la direction interrégionale. - Elabore le plan de formation et supervise les supports utilisés pour la formation des agents titulaires et en CDD.

Champ relationnel du poste	Partenaires institutionnels de la direction interrégionale : - directions du siège (notamment la DIREEPS, DOP) et directions régionales - organismes externes en lien avec le service : DEETS, Conseil Régional, Conseil départemental, organismes de formation, Missions locales, …	
Conditions particulières	Déplacements sur les deux sites et forte disponibilité nécessaire.	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	Connaissance de l'environnement institutionnel, professionnel et de ses enjeux ; Une connaissance de la réglementation liée au domaine de l'emploi et de l'insertion serait appréciée ; Maitrise des techniques managériales ; Maitrise des techniques de communication Capacité d'adaptation à un environnement en évolution ; Rigueur et méthode ; Sens des responsabilités ; Maîtriser les outils bureautiques.	Capacité d'organisation et de pilotage Aptitude à la prise de décision et à la fixation d'objectifs cohérents ; Objectivité, capacité d'analyse et de synthèse ; Réactivité, Autonomie et esprit d'initiative ; Capacité à rendre compte ; Capacité à déléguer ; Sens du travail en équipe et du partage d'objectifs ; Capacité à mobiliser et à valoriser les compétences Fédérer les équipes, faire preuve de leadership ; Aptitude à gérer une relation externe, sens de la négociation.
Personnes à contacter	M. Patrick GOURY, Directeur Interrégional Tél : 02 62 92 44 89 - patrick.goury@asp-public.fr M. Bouchaïb SNOUBRA, Directeur Territorial Délégué Tél. : 02 69 60 93 30 - bouchaib.snoubra@asp-public.fr Mme Patricia BELHADJ, conseillère en recrutement, mobilité et formation DRH/SEEC – mobilite@asp-public.fr	

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Hauts de France
Site d'Amiens ou de Lille
15 avenue Paul Claudel - BP 34201 – 80042 Amiens Cedex 1
Immeuble Quartz La Madeleine– 36, place Vauban - 59777 Euralille

Adjoint au chef de service – Chef du secteur expertise (H/F)

Service agriculture pêche environnement

N° du poste : R59033 **Catégorie : A – A+**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Cotation RIFSEEP : groupe 3**
SRVP/SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC) – *près de 9 milliards d'€ versés par an à 360 000 exploitations agricoles*. La DR Hauts de France est répartie sur deux sites : Lille et Amiens. Le service agriculture, pêche et environnement assure le paiement d'aides agricoles du 2e pilier de la PAC (FEADER), de la pêche (FEAMP) et des aides nationales. Il intervient en assistance d'ingénierie de gestion auprès des services régionaux (Hauts de France et Ile de France) qui élaborent les programmes et procédures. Il réalise des contrôles de dossiers et de dispositifs au titre des missions d'organisme payeur des fonds européens. Il se compose de 18 agents répartis en deux secteurs : Gestion – Aides Agricoles (6 agents sur Amiens) et Expertise (12 agents sur Lille et Amiens). Le titulaire est placé sous l'autorité du chef de service. Il a la responsabilité directe du secteur expertise.
Objectifs du poste	Le/La chef(fe) du secteur expertise met en œuvre les missions de l'organisme payeur relatives au contrôle de la délégation et à l'assistance d'ingénierie auprès des services de la Région et de l'Etat pour la mise en œuvre des programmes de développement rural régionaux. Il/Elle pilote, anime et coordonne les activités du secteur afin d'assurer la fin de gestion de l'actuelle programmation (2014-2022) et de réussir la mise en œuvre de la nouvelle (2023 – 2027) Il/Elle appuie en tant que de besoin le chef de service lors de réunions avec les partenaires.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">En tant qu'adjoint au chef de service, il/elle assure la suppléance du chef de service pour les deux secteurs (Expertise et Gestion). Il/Elle participe à l'élaboration et la conduite des projets du service, et assure le relationnel avec l'ensemble du partenariat (externe et interne).

En tant que chef de secteur Expertise, et en lien avec le chef de service, il/elle :

- anime l'équipe du secteur (12 collaborateurs) : définition des objectifs et des priorités, tenue des plannings et réunions, relevés de décisions, conduite des entretiens annuels,

- supervise l'ensemble des activités du secteur, notamment lié au contrôle de la délégation (une centaine de contrôles annuels et travaux préparatoires), au suivi du cadre juridique et financier (conventions et appels de fonds) ainsi qu'à l'assistance d'ingénierie de gestion (assistance utilisateurs, formations …),

- suit les tableaux de bords de l'activité et les résultats du secteur,

- participe à la mise en œuvre technique du FEADER en région et à son suivi au titre de l'actuelle programmation (RDR3 – 2014-2022) et de la future (PSN – 2023-2027) en lien avec les services de la région Hauts-de-France, du siège de l'ASP et des équipes internes de la Direction régionale,

- assure le suivi réglementaire et des procédures administratives de gestion des dispositifs.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein de la direction, avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec les Régions, les services instructeurs et les bénéficiaires.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Connaissances :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des dispositifs agricoles gérés par l'ASP,
- Connaissance des fonds européens agricoles,
- Connaître l'environnement professionnel et ses enjeux,
- Connaître les réglementations et les circulaires relatives aux fonctions exercées,
- Connaissance du milieu agricole.</td><td>- Compétences managériales, Sens de l'initiative et de l'autonomie,
- Savoir rendre compte, déléguer,
- Qualités relationnelles, capacités au dialogue, à la négociation et à la communication,
- Esprit de synthèse et capacités rédactionnelles.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :

Monsieur Sylvain BRESSON, Chef du service Agriculture, Pêche et Environnement, Tél : 03.20.63.34.31 – sylvain.bresson@asp-public.fr

Madame Peggy BOURDIN, Directrice régionale Hauts de France, Tél :03.20.63.38.40 – npcp-saf-rh@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :

Sandrine DUPUY Conseillère recrutement, mobilité formation - DRH/SEEC - Tél. : 05.55.12.00.33 - mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de Services et de Paiement
Direction régionale des Hauts-de-France
Poste basé sur le Site d'Amiens
15, rue Paul Claudel - BP 34201
80042 Amiens Cedex 1

Gestionnaire de dossiers d'aides (H/F)

N° du poste : R60018 **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet	**Groupe RIFSEEP ASP : 3**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et elle dispose d'un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale (DR) Hauts-de-France comporte 2 sites (Lille 70 agents et Amiens 44 agents). Elle couvre les 5 départements de la région Hauts de France pour l'ensemble des missions qui sont confiées à l'établissement. Elle est structurée en six services (service général, service informatique et assistance technique, 2 services des contrôles, service agricole, service formation professionnelles emploi et aides économiques. Au sein de la Direction régionale, le service FPEAE est réparti sur les deux sites. La cheffe de service est basée sur Amiens et son adjoint sur Lille. Le service met en œuvre les mesures des ministères en charge de l'emploi et de l'environnement.
Objectifs du poste	Effectuer 50% du temps de travail sur les assistances utilisateurs et 50% du temps de travail sur la gestion des dossiers impliquant la connaissance des réglementations nationales.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Gestionnaire de dossiers (50 %)** - Saisir les éléments sur un logiciel spécifique au domaine d'activité - Assurer les contrôles administratifs - Assurer le suivi des dossiers gérés - Rédiger les correspondances administratives - Assurer le relationnel avec les interlocuteurs externes ou internes liés aux dossiers dont il a la charge

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Assistance Utilisateur (50%) : assurer l’assistance aux usagers sur les (mail et téléphone)</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interne au service et au secteur</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Maitriser les logiciels internes au service liés à l’activité
- Connaissance du réglementaire</td><td>- Savoir établir ses priorités dans le traitement des dossiers
- Rigueur et précision
- Méthode et organisation
- Aptitude à travailler en équipe
- Polyvalence et adaptabilité
- Capacité d’analyse et à rendre compte
- Bonnes capacités rédactionnelles</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
Mme Peggy BOURDIN – Directrice régionale - Tél : 03 20 63 38 40 - Courriel : peggy.bourdin@asp-public.fr

Mme Olivia BOURGEOIS – Cheffe du service formation, emploi et aides économiques – Tél : 03 22 33 68 18 – Courriel : olivia.bourgeois@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
Mme Sandrine DUPUY – Conseillère recrutement mobilité et formation - Tél : 05 55 12 00 33 - Courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

Ingénieur de recette (H/F)

N° du poste : M10121 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Cotation RIFSEEP ASP: 3**
Poste vacant / SIREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'Agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC. La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Ce système est techniquement développé par un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA. Rattachée à la DSDA, la direction des opérations (DDO) a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac. La direction des opérations (DDO) est organisée en plusieurs services et secteurs dont celui en charge de la « Recette des SI » auquel est rattaché le poste.
Objectifs du poste	Ce secteur a en charge la recette des services construits au sein du système informatique Isis-TelePAC. La mission consiste à vérifier la bonne conformité du logiciel aux besoins métiers exprimés dans un contexte marqué par un faisceau de contraintes très fortes en matière d'obligation de résultats et de respect des délais. En moyenne, un déploiement hebdomadaire d'une version majeure est effectué. Pour l'administration, les utilisateurs finaux se trouvent dans les départements (DDT), les régions (DR de l'ASP, DRAAF), l'administration centrale (ASP, Ministère de tutelle), les conseils régionaux, auxquels se rajoutent les agriculteurs et leurs représentants. L'ingénieur de recette prend en charge la validation fonctionnelle d'un ou plusieurs modules informatiques des systèmes informatiques Isis-TelePAC (incluant également des modules d'Intelligence Artificielle et un Lac de Données). Cette validation se fait au regard des spécifications et éventuellement des expressions de besoin. Il (Elle) aura reçu préalablement une formation de la part des référents fonctionnels de la direction des opérations sur la nature des évolutions qu'il aura à homologuer. Il (elle) devra, en collaboration avec son chef de secteur, se prononcer sur le déploiement ou non des modules informatiques aux utilisateurs finaux. De ce fait, il est le garant de la qualité des fonctionnalités livrées auprès des utilisateurs finaux, et à ce titre, a un rôle

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">primordial au sein de notre organisation.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Planifier, organiser et définir l'ensemble des plans de test de la recette (non régression, fonctionnelle, robustesse,…).
- Préparer l'ensemble des jeux de données nécessaires.
- Assurer la traçabilité et la reproductibilité de l'ensemble des tests à effectuer (gestion du référentiel de test).
- Dérouler et exécuter les scénarii de test.
- Valider les fonctionnalités logicielles au regard du résultat des tests et des spécifications.
- Reporter sur l'avancement de la recette.
- Emettre, suivre et recetter les fiches d'anomalies</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Services métiers
Maîtrises d'œuvre
Autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Expérience probante de plusieurs années dans l'homologation de logiciels (éventuellement progiciels) informatiques.
- Maîtrise avérée des méthodes d'homologation de logiciel informatique, et des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences.
- Connaissance appréciée de la méthode UML.
- Connaissance en Big Data et Intelligence Artificielle.
- La Connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus.
- Maîtrise des outils bureautiques.
- Diplômé en informatique universitaire ou ingénieur (Bac +3 à +5).</td><td>- Appétence pour l'homologation de logiciel informatique selon un prisme fonctionnel.
- Aptitude à communiquer et à travailler en équipe ;
- Esprit de synthèse et de rigueur ;
- Volonté de s'investir dans les processus métiers.
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Mme Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directrice de la DSDA – Tél : 01 73 02 18 18 – courriel : veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- M. Philippe Mercier, chef de service, tél : 01 73 02 18 70 – courriel : philippe.mercier@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Mme Sandrine DUPUY – DRH/SEEC – Conseillère recrutement mobilité formation
Téléphone : 05 55 12 00 33 – courriel : mobilite@asp-public.fr
Candidature à adresser par courriel à l'adresse suivante : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

Ingénieur de recette (H/F)

N° du poste : M10122 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Cotation RIFSEEP ASP: 3**
Poste vacant / SIREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'Agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC. La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Ce système est techniquement développé par un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA. Rattachée à la DSDA, la direction des opérations (DDO) a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac. La direction des opérations (DDO) est organisée en plusieurs services et secteurs dont celui en charge de la « Recette des SI » auquel est rattaché le poste.
Objectifs du poste	Ce secteur a en charge la recette des services construits au sein du système informatique Isis-TelePAC. La mission consiste à vérifier la bonne conformité du logiciel aux besoins métiers exprimés dans un contexte marqué par un faisceau de contraintes très fortes en matière d'obligation de résultats et de respect des délais. En moyenne, un déploiement hebdomadaire d'une version majeure est effectué. Pour l'administration, les utilisateurs finaux se trouvent dans les départements (DDT), les régions (DR de l'ASP, DRAAF), l'administration centrale (ASP, Ministère de tutelle), les conseils régionaux, auxquels se rajoutent les agriculteurs et leurs représentants. L'ingénieur de recette prend en charge la validation fonctionnelle d'un ou plusieurs modules informatiques des systèmes informatiques Isis-TelePAC (incluant également des modules d'Intelligence Artificielle et un Lac de Données). Cette validation se fait au regard des spécifications et éventuellement des expressions de besoin. Il (Elle) aura reçu préalablement une formation de la part des référents fonctionnels de la direction des opérations sur la nature des évolutions qu'il aura à homologuer. Il (elle) devra, en collaboration avec son chef de secteur, se prononcer sur le déploiement ou non des modules informatiques aux utilisateurs finaux. De ce fait, il est le garant de la qualité des fonctionnalités livrées auprès des utilisateurs finaux, et à ce titre, a un rôle

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">primordial au sein de notre organisation.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Planifier, organiser et définir l'ensemble des plans de test de la recette (non régression, fonctionnelle, robustesse,…).
- Préparer l'ensemble des jeux de données nécessaires.
- Assurer la traçabilité et la reproductibilité de l'ensemble des tests à effectuer (gestion du référentiel de test).
- Dérouler et exécuter les scénarii de test.
- Valider les fonctionnalités logicielles au regard du résultat des tests et des spécifications.
- Reporter sur l'avancement de la recette.
- Emettre, suivre et recetter les fiches d'anomalies</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Services métiers
Maîtrises d'œuvre
Autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Expérience probante de plusieurs années dans l'homologation de logiciels (éventuellement progiciels) informatiques.
- Maîtrise avérée des méthodes d'homologation de logiciel informatique, et des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences.
- Connaissance appréciée de la méthode UML.
- Connaissance en Big Data et Intelligence Artificielle.
- La connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus.
Maîtrise des outils bureautiques.
- Diplômé en informatique universitaire ou ingénieur (Bac +3 à +5).</td><td>- Appétence pour l'homologation de logiciel informatique selon un prisme fonctionnel.
- Aptitude à communiquer et à travailler en équipe ;
- Esprit de synthèse et de rigueur ;
- Volonté de s'investir dans les processus métiers.
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Mme Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directrice de la DSDA – Tél : 01 73 02 18 18 – courriel : veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- M. Philippe Mercier, chef de service, tél : 01 73 02 18 70 – courriel : philippe.mercier@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Mme Sandrine DUPUY – DRH/SEEC – Conseillère recrutement mobilité formation
Téléphone : 05 55 12 00 33 – courriel : mobilite@asp-public.fr
Candidature à adresser par courriel à l'adresse suivante : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

Référent fonctionnel AMOA
SI Déclaration, Instruction, Contrôle, Valorisation, Liquidation, Paiement (H/F)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : M10003
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 2</td><td>Cotation RIFSEEP ASP : 2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'agriculture et du ministère en charge de l'emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.
Au sein de l'agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC. Elle est entièrement située sur le site de Montreuil
La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Ce système est techniquement développé par un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.
Rattachée à la DSDA, la direction des opérations (DDO) a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac.
La direction des opérations (DDO) est organisée en plusieurs services et secteurs dont celui en charge de la construction du SI, auquel est rattaché le poste.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Ce secteur a pour mission d'analyser les besoins et les demandes d'évolution des fonctionnalités informatiques en liaison avec les services « métier » liés à la gestion des aides directes de la PAC.
Le (la) titulaire du poste est référent fonctionnel du volet « déclaration », « instruction », « contrôle » (incluant des composants d'Intelligence Artificielle et de Machine Learning), « valorisation, liquidation et paiement » ou « décisionnel » (utilisation du Lac de données) pour le système d'information Isis-telepac. A ce titre, il (elle) s'assure que les évolutions souhaitables sont mises en œuvre afin que les fonctionnalités déployées dans le système d'information pour les domaines de son périmètre répondent pleinement aux besoins fonctionnels et opérationnels.
Il (elle) effectue cette mission dans le cadre d'une démarche 'Agile' car fondée sur des</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">cycles courts et des interactions et échanges très réguliers et tout au long du processus tant en interne (prescripteurs métier, ingénieurs recette, etc.) qu'avec la maîtrise d'œuvre. Le (la) titulaire du poste est situé(e) au cœur de ces échanges et fait le lien entre les différentes dimensions à prendre en compte.

Plus particulièrement, il (elle) effectue l'analyse des besoins et des demandes de fonctionnalités sur les domaines de son périmètre en liaison avec les services métiers, il relit et valide les spécifications fonctionnelles produites par le maître d'œuvre ainsi que les devis associés, il appuie l'équipe de recette de la direction des opérations et il réalise une expertise de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs. Il peut également être amené à accompagner et mettre en œuvre des projets informatiques structurants et/ou innovants, notamment au travers de POC (proof of concept) associé à la conduite du passage à l'échelle.

Son périmètre fonctionnel porte sur l'ensemble de la valorisation, de la liquidation, du paiement des aides de la PAC et il inclut l'intégralité de la chaîne de gestion de ce périmètre. Ces sujets sont au cœur de la gestion des aides de la PAC et notamment il est au centre de la refonte du module de valorisation dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Rédiger les expressions de besoin technico-fonctionnelles.
- Participer à la rédaction des expressions de besoins métier.
- Participer aux comités technico-fonctionnels et dialoguer avec les maîtrises d'œuvre.
- Valider le contenu des spécifications, ainsi que les estimations de charge.
- Valider les scénarios de tests et la bonne couverture des exigences.
- Former fonctionnellement l'équipe de recette
- Réaliser des expertises de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs.
Dans le cadre des projets structurants et/ou innovants concernant son domaine:
- Etre force de proposition.
- Participer au pilotage, à la construction, à la validation de POC.
- Co-concevoir et accompagner l'éventuel passage à l'échelle.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Services métiers
Maîtrises d'œuvre
Autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Expérience avérée et probante de plusieurs années dans la construction de SI complexe, à la fois en tant que MOE et MOA
- Connaissance des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences
- Connaissance appréciée des méthodes agiles et de la méthode UML
- La connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus
- Maîtrise des outils bureautiques
- Diplômé en informatique ingénieur, éventuellement universitaire (Bac + 5)</td><td>- Aptitude à animer des experts
- Aptitude à piloter des maîtrises d'œuvre
- Aptitude à communiquer, à travailler en équipe
- Esprit de synthèse et de rigueur
- Volonté de s'investir à la fois dans les processus métiers et les processus techniques
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2"><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u>
- Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directrice de la DSDA – Tél : 01 73 02 18 18 – courriel : veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- Philippe Mercier, chef de service, tél : 01 73 02 18 70 – courriel : philippe.mercier@asp-public.fr

<u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u>
Sandrine DUPUY, DRH/SEEC Conseillère recrutement mobilité formation
- Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr

Candidature à adresser par courriel à l'adresse suivante : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute
un/une CONTROLEUR DE GESTION CONFIRMÉ (H/F)

Poste basé à Maisons Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation--

L'Agence nationale de sécurité de l'environnement, de l'alimentation et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Rattaché(e) à la cheffe de service et à son adjoint, le contrôleur de gestion travaille en coordination avec les autres membres de l'équipe et les entités opérationnelles. Son périmètre d'actions le conduit à mener plus particulièrement les travaux relatifs :
- au contrôle de gestion sociale qu'il réalise en appui et en collaboration avec la DRH et l'agence comptable ;
- à la programmation et l'exécution budgétaire relevant des entités de son périmètre ;
- à la comptabilité analytique.

Date de prise de fonctions :
16/08/2022

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre équipe

Placée sous l'autorité de la directrice générale adjointe en charge du pôle « Affaires générales », la Direction de l'Administration et des Finances (DAF) est structurée autour de quatre services :

- un service des achats et des marchés publics (SAM) ;
- un service du budget et du contrôle de gestion (SBCG) ;
- un service des conventions de partenariat et des financements externes (SCPFE) ;
- un service de la logistique et des missions (SLM).

Sous l'autorité de la cheffe de service et de son adjoint, l'équipe SBCG de 7 agents est composée de :
- un pôle de 3 contrôleurs de gestion chargés du pilotage et des outils et plus particulièrement de la programmation budgétaire avec une répartition par portefeuille (budget annuel d'environ 150 M€), de la comptabilité analytique et d'un appui à la DRH en matière de contrôle de gestion sociale;
- un pôle de 4 gestionnaires chargés du suivi de l'exécution budgétaire et des contrôles en appui aux entités de l'Anses situées à Maisons Alfort (environ 3 500 commandes par an pour un budget moyen de 13 M€), les entités étant reparties entre chaque gestionnaire qui dispose donc d'un portefeuille de directions à gérer.

Votre quotidien

Contrôle de gestion sociale

- En appui à la DRH, développer un dispositif d'outils d'aide au pilotage de la masse salariale en se basant sur la collecte des informations auprès du SIRH (ETPT, variables paie, statuts administratifs…) ;
- Analyser les données et produire des indicateurs et des statistiques afin d'anticiper la trajectoire financière et sécuriser la soutenabilité budgétaire.

Comptabilité analytique

- Construction d'une base de données à partir de la comptabilité générale et des informations sur les temps de travail par projets ;
- Restituer les principales conclusions auprès de la direction générale et rédiger le rapport annuel à l'attention du conseil d'administration ;
- Répondre aux demandes de la direction générale ou des tutelles sur des thématiques ponctuelles.

Travailler chez nous, c'est :
Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :
d'une politique de développement des compétences dynamique,
de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :
Le poste est basé à Maisons Alfort Métro 8 « école Vétérinaire », RER D Maisons Alfort/Alfortville, Bus 24, 103, 104, 107,125, 181, Autoroute A4

Construction budgétaire, partagée avec les deux autres contrôleurs de gestion

- Elaboration et consolidation des budgets des entités de son portefeuille (DRH notamment) ;
- En collaboration avec les deux autres contrôleurs de gestion, procéder aux mouvements budgétaires nécessaires en cours d'année (mouvements internes et BR) ;
- Participer à la production des documents liés aux budgets de l'établissement (initial et rectificatif) et au compte financier : rapport ordonnateur et tableaux GBCP ;
- En fin d'exercice budgétaire, coordonner les travaux de fin de gestion pour ce qui concerne les entités du portefeuille.

Contrôle budgétaire, partagé avec les deux autres contrôleurs de gestion

- Sécuriser le suivi des AE et des CP, notamment dans le cadre des engagements pluriannuels ;
- Assurer la bonne exécution du budget de l'établissement ;
- Collecter, contrôler et vérifier l'exactitude et la complétude des données.

Pilotage / reporting, partagé avec les deux autres contrôleurs de gestion

- Élaborer des outils de gestion et de restitution (tableaux de bord) pour les entités, la direction et les tutelles, les diffuser et les mettre à jour ;
- Garantir le respect des procédures et dispositions définies avec les entités.

Missions transversales, partagées avec les deux autres contrôleurs de gestion

- Conduite du dialogue de gestion avec les entités de l'Agence : budgets, prévisions et exécutions ;
- Gestion de la boîte budget et suivi des demandes des entités ;
- Fiabilisation des données - contrôles qualitatifs – travaux de clôture ;
- Apporter un appui et expertise auprès des correspondants de la DAF dans les entités métier.

Votre profil

- ***Formation et expérience requises :***

Minimum BAC +3 - BAC+5 souhaité en gestion administrative et financière.

Une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire intégrant un volet contrôle de gestion social est souhaitée.

- ***Connaissances***

- Maîtrise des règles de la gestion budgétaire et comptable publique – GBCP (réglementation, procédures et processus, chaîne des recettes et des dépenses) ;
- Maîtrise des principes de l'analyse budgétaire et financière, notamment en matière de suivi des emplois et dépenses de personnel ;
- Connaissance des principes de la comptabilité analytique ;
- Excellente maîtrise des outils de bureautique Excel, PPT, Word et BO ;
- Bonnes capacités rédactionnelles ;
- La connaissance de l'outil CEGID XRP ULTIMATE serait un plus.

- ***Compétences***

- Rigueur ;
- Efficacité, réactivité, autonomie ;
- Esprit de synthèse et capacité d'analyse et de reporting ;
- Respect de la confidentialité ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Capacité d'organisation et de hiérarchisation des priorités.

Pour postuler :

- Diane IONESCO, Directrice de l'administration et des finances (diane.ionesco@anses.fr)
- Gwenola CHILOUX, Cheffe du service budget et contrôle de gestion (gwenola.chiloux@anses.fr)
- Adresser au plus tard **le 30/06/2022**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-117** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Instructeur / superviseur

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Promotion

N° appel à candidature : 20347	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 1 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un opérateur public dépendant du ministère de l'agriculture et est un organisme de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

L'une de ses missions consiste à gérer, dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), des dispositifs publics de soutien et à accompagner des opérateurs avec des aides de l'Union européenne. Ces aides sont notamment utilisées au profit du secteur de la viticulture.

A ce titre, l'unité « Promotion », composée de 25 personnes, met en œuvre un dispositif d'accompagnement des viticulteurs, des entreprises vitivinicoles et des négociants de vins dans leur développement commercial à

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

l'export. Cette aide à la promotion est destinée aux entreprises et interprofessions exportant des vins sous appellation ou sans indication géographique vers des pays tiers, hors Union européenne.

Objectifs du poste

Au sein d'un pôle de 4 à 6 personnes sous la responsabilité d'un cadre, gérer dans le respect des dispositions réglementaires un portefeuille de dossiers relevant de la mesure promotion viticole en pays tiers, en étudiant et en instruisant des demandes d'aides. Superviser les travaux d'instruction de dossiers d'autres agents, et les conventions et avenants établis après dépôts des projets.

Missions et activités principales :

Il s'agit d'un travail administratif consistant à :

- Vérifier les différentes pièces et informations des dossiers de demandes d'aide et instruire les dossiers conformément aux procédures, vérifier l'identité des tiers, permettre leur enregistrement et l'actualisation des informations les concernant
- établir des conventions, instruire les demandes d'avances, établir les titres de recettes
- Analyser la recevabilité des dossiers de demande de paiement et établir le montant d'aide à verser en tenant compte le cas échéant des différents types de contrôles opérés
- Participer et veiller au bon déroulement des échanges avec les demandeurs au cours du traitement des dossiers, rédiger des courriels et courriers externes
- Produire en tant que de besoin des états relatifs aux opérateurs : montants d'aides versés, recouvrés ou à recouvrer, état des cautionnements en cours.
- Produire en tant que de besoin des états de situation sur l'activité de traitement, l'atteinte des objectifs, participer à la programmation des activités.
- Classer les différentes pièces des dossiers en vue de leur transmission ou de leur archivage, contrôler les informations à enregistrer dans les outils informatiques, effectuer la saisie des données relatives aux dossiers dans les outils de suivi
- Superviser les travaux d'instruction d'autres agents

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres pôles de l'unité promotion, service des contrôles, agence comptable, service juridique
- Entreprises du secteur vitivinicole demandant les aides

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus
- Expérience souhaitée dans le domaine de comptabilité ou des aides publiques
-
- Des formations aux outils et aux procédures de gestion seront assurées.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maitrise des outils bureautiques classiques (dont Excel à maitriser)
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Capacité d'adaptation pour être opérationnel rapidement

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels minimum baccalauréat validé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Une expérience sur un poste similaire est demandée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Marie TOUVAIS, cheffe de l'unité promotion
Tel : 01 73 30 23 60 - marie.touvais@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.